

*Le Ministre de Suisse à Paris, Ch. Lardy,
au Chef du Département des Affaires étrangères, N. Droz*

RP

Paris, 15 février 1890

Hier après-midi, M. Jules Ferry est venu me faire une longue et amicale visite, au cours de laquelle il a dit, soit sur la situation intérieure et ministérielle française, soit sur la situation européenne, différentes choses utiles à noter.

[...]¹ M. Ferry n'hésite pas à considérer le rescrit de l'Empereur d'Allemagne comme un coup de tête personnel; il assure avoir en Allemagne, à Hambourg, un excellent correspondant qui lui dépeint l'état des esprits comme fort peu enthousiaste; les bourgeois, les modérés, les conservateurs, sont soit hostiles soit très embarrassés devant ce rescrit; seuls les socialistes et les socialistes-chrétiens s'en disent satisfaits. Il est certain pour M. Ferry que le prince de Bismarck n'était pas partisan de cette conférence. Dans la pensée de M. Ferry, elle échouera misérablement; jamais l'Angleterre, pour améliorer la situation des mineurs allemands ou éviter des grèves aux compagnies houillères d'Allemagne, ne songera à augmenter en quoi que ce soit les prix de la houille de Cardiff ou de Newcastle et aggraver la situation et le prix de revient des produits britanniques sur le marché du monde. Tout cela est chimérique. Est-ce que la France, qui est absolument hostile à l'heure actuelle à la conclusion de traités de commerce, pourrait songer à aller lier, à Berlin, des choses cent fois plus intimes qu'un tarif, les heures de travail de ses ouvriers, la législation nationale sur la liberté du travail même le dimanche, le régime social des femmes? Et qui oserait prendre dans

1. *Ferry parle de sa candidature au Parlement et critique durement les membres du gouvernement français actuel.*

ce pays-ci la responsabilité d'aller, au nom de la France républicaine, examiner les diverses faces de la question sociale avec des monarchistes, autocrates ou autres, nécessairement entraînés par toute leur éducation et toute la tendance de leur esprit à considérer le socialisme à un point de vue absolument autre que le point de vue des Etats à démocratie avancée comme la Suisse ou comme d'autres républiques. Même la Conférence de Berne, avec son caractère préliminaire, constituait un danger, un pas dans l'internationalisation de choses qui, de leur essence, ne sont pas de nature à sortir du domaine national; on risque facilement, en y mettant le petit doigt, de se trouver un beau jour, par les nécessités d'une conférence autour d'un tapis vert, entraîné à accepter ou à subir des choses, des réglementations, que les autres comprennent autrement que Vous, parce que les mêmes mots n'ont pas toujours le même sens pour chacun. «Finalement, le socialisme consiste à vouloir travailler le moins longtemps possible, 8 heures ou 6 heures par jour, et à être payé aussi cher que si l'on travaillait 12 heures.»

J'ai répondu à M. Ferry en lui exposant la marche lente et progressive de nos lois socialistes ou sociales, loi sur les fabriques, loi sur la responsabilité des patrons, etc., les résultats acquis grâce à cette marche prudente, l'acceptation lente de ces lois même par les patrons les plus hostiles au début, le concours que les chefs de nos plus grandes fabriques apportent aujourd'hui aux réformes projetées en matière d'assurances obligatoires, dans un pays qui a été le premier à avoir le service obligatoire et qui possède depuis $\frac{3}{4}$ de siècle l'assurance obligatoire des immeubles contre l'incendie, sans parler de l'instruction primaire non moins obligatoire. Je lui ai donné connaissance de Votre office confidentiel du 8 février² indiquant à grands traits notre attitude expectante jusqu'à l'arrivée de communications plus détaillées de l'Allemagne, et je ne lui ai pas caché que j'avais été, comme aussi mon ami M. Clavery, Directeur au Ministère français des Affaires étrangères, frappé de la phrase du rescrit de Guillaume II relative à la «concurrence sur le marché international» et aux «débouchés étrangers»; si la France persiste à s'isoler économiquement, ai-je continué, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'à Berlin, on cherche à retirer les bénéfices de cette attitude du parlement français; il y a là tout un côté de la question sur lequel il faut attendre les éclaircissements de l'Allemagne.

Je n'étais pas fâché de planter ce jalon dans l'esprit de M. Ferry, qui est protectionniste comme Vosgien et qui est l'intime de M. Méline.

Pour résumer cet entretien avec M. Jules Ferry, je constate qu'il entend certainement rentrer à la Chambre et je ne doute pas qu'il n'ait le projet de se représenter à St-Dié; je comprends mais je regrette son acrimonie à l'égard du cabinet Tirard; et constate qu'il y a manque à peu près complet de «sens socialiste» chez l'ancien Président³.

2. Cf. E 23/1/6.

3. Voir également le rapport politique de Lardy du 8 mars 1890, non reproduit.